

Lyon) ne peut prétendre faire reculer ce monopole. Les cheminots, en juin, le métro en octobre n'ont pu faire reculer totalement le pouvoir et le patronat. 100 travailleurs de la Pennaroya auront de grandes difficultés à le faire ».

Quelques jours plus tard, les CRS faisaient évacuer les piquets et mettaient fin de force à l'occupation. Les responsables CGT, même s'ils n'approuvaient pas la tactique utilisée, devaient-ils laisser isoler la grève, la rendre d'autant plus vulnérable qu'ils désavouaient l'occupation ?

Alors que le rôle du syndicat est d'organiser, de coordonner et de centraliser les luttes, la fraction du PCF n'hésite pas à utiliser le monopole qu'elle a des informations et de leur transmission pour abuser les travailleurs quand elle veut à tout prix faire reprendre le travail :

\* En juin 68, pour faire reprendre le travail aux cheminots, elle annonce dans chaque dépôt que les autres ont arrêté la grève. Elle fait de même dans les terminus du métro en septembre 71.

Il lui arrive même d'avoir recours à la dénonciation nominale des militants dont la tête — et les activités — ne lui reviennent pas, et de les livrer ainsi à la répression patronale.

\* A Renault-Billancourt notamment, elle a provoqué de cette manière le licenciement de nombreux militants maoïstes.

Quand ils ne bafouent pas aussi ouvertement la démocratie ouvrière, la règle d'or des bureaucrates est de ne pas s'en soucier.

En refusant d'impulser les discussions dans l'entreprise, la fraction PCF de la CGT garde les mains libres.

Les mains libres pour ne rien faire ; les bureaucrates savent que les travailleurs n'entrent pas en lutte à la légère. Le moyen d'éviter les luttes c'est de n'offrir aucune perspective. Les mains libres pour imposer les formes d'action qui lui conviennent, et qui se caractérisent par leur inefficacité : pétitions, délégations, grèves-pression, journées d'action bidon sans préparation, sans mobilisation.

Les mains libres pour négocier à froid avec les patrons, quand les travailleurs savent que c'est la lutte qui paie et non les contrats.

La fraction PCF tente parfois de sauver les apparences ; elle utilise alors sa formule magique : la consultation des travailleurs. Pour elle, c'est ça le fin du fin de la démocratie ouvrière. Le problème, c'est qu'elle cherche toujours à s'arranger pour que les votes reflètent non pas la volonté profonde des travailleurs mais sa propre volonté.

Ou bien la rédaction des bulletins est confuse :

\* Le 6 mai 71 à Renault-Billancourt, la plupart des travailleurs se considèrent en grève. La direction de la CGT organise un vote. Au lieu de demander aux travailleurs de se prononcer pour ou contre la grève avec occupation, elle leur demande de se prononcer pour —

— soit « une présence et une grève dans les ateliers et dans l'usine tous les jours, mais sans occupation dans l'immédiat »,

— soit l'« occupation de l'usine dans le cas où le gouvernement refuserait d'ouvrir les discussions au Mans dès aujourd'hui » (par ailleurs, on fait en même temps courir le bruit que des discussions vont s'ouvrir incessamment au Mans...).

Ou bien, elle fait voter les travailleurs sur le terrain qu'elle choisit :

\* A Renault, après l'échec des négociations avec Dreyfus, la direction CGT consulte les travailleurs non pas pour leur demander leur avis sur les moyens d'obtenir satisfaction à leurs revendications, les méthodes d'action à employer, mais pour qu'ils expriment leur volonté de voir s'ouvrir de « véritables négociations » !...